

Des faits plutôt que des mythes N° 40 / 13 juillet 2016

Un retour au Sri Lanka en toute sécurité, vraiment ?

par Adrian Schuster, expert en analyse-pays à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR (traduit de l'allemand)

« [Depuis le changement de gouvernement il y a un an, tout est différent : le nouveau gouvernement ne tolère plus l'arrestation des personnes renvoyées](#) », a assuré le ministre des affaires étrangères sri-lankais lors de la visite en Suisse au mois de mars 2016. Le conseiller fédéral Didier Burkhalter s'est également montré optimiste lors de la visite : [«Les gens peuvent rentrer chez eux»](#). [Cependant, on devrait principalement faire attention dans le Nord. «Mais ceci va probablement s'améliorer au cours des prochains mois»](#). Le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) change actuellement sa pratique en matière d'asile et de renvoi. [Le SEM estime désormais que les renvois au Sri Lanka sont raisonnablement exigibles dans toutes les régions du pays](#).

[Le Sri Lanka est-il vraiment sûr](#) pour les personnes renvoyées ? Le changement de gouvernement au mois de janvier 2015 a suscité des espoirs d'amélioration de la situation. Le nouveau président, Maithripala Sirisena, a initié une série d'évolutions positives et a engagé une collaboration, certes [hésitante](#), avec le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU sur le travail de mémoire.

À côté de ces aspects positifs, il demeure des réalités qui remettent en question la sécurité des personnes rapatriées. Ceci particulièrement pour celles qui sont soupçonnées par les autorités sri lankaises d'avoir des liaisons avec les anciens rebelles des « Tigres tamouls ».

En 2015 et 2016, de nombreux [cas d'arrestations](#) de personnes d'origine tamoule rapatriées au Sri Lanka ont eu lieu, la plupart en raison de leur appartenance présumée aux « Tigres tamouls ». Par exemple, au début du mois de juin 2016, un Tamoul britannique a été [arrêté et maltraité](#) alors qu'il était en visite à Jaffna pour un mariage. Plus de [160 personnes d'origine tamoule, soupçonnées de liaison](#) avec les « Tigres tamouls », se trouvent encore en détention en vertu de la législation antiterroriste draconienne. Malgré des critiques internationales, cette dernière continue d'être appliquée pour arrêter des personnes en 2016. En mars 2016, une découverte d'explosifs à Jaffna a conduit à [une vague d'arrestations arbitraires](#).

Juan E. Mendez, rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, a tiré la sonnette d'alarme suite à sa visite au Sri Lanka au mois de mai 2016 : [la routine habituelle de la police et des forces de sécurité sri lankaises qui consiste à torturer les personnes détenues subsiste](#). En particulier, l'unité antiterroriste commet régulièrement des actes de torture sur les personnes suspectées d'être actives pour lesdits « Tigres tamouls ». Ces actes restent totalement impunis selon Mendez.

En 2015 et 2016, de nouveaux cas des célèbres [enlèvements au moyen de camionnettes blanches](#) ont été [rapportés](#). Des ONG renommées ont documenté de nombreux [cas de torture sur des personnes d'origine tamoule après leur arrestation ou leur enlèvement par les forces de sécurité sri lankaises](#), ayant eu lieu après le changement de gouvernement en 2015. Les personnes concernées ont été accusées de vouloir réactiver les « Tigres tamouls », qui avaient été écrasés lors de la guerre civile. Les services secrets surveillent aussi des personnes à l'étranger. Les intéressés ont rapporté que des photographies de

leur participation à des manifestations à l'étranger leur ont été présentées pendant leur interrogatoire.

[Les membres de la famille](#) des personnes réfugiées à l'étranger sont interrogés par les forces de sécurité. Les militantes et militants tamouls, ainsi que les professionnels des médias, [sont systématiquement harcelés et intimidés par la police et les militaires](#).

Même sept ans après la fin de la guerre civile, [la présence et la surveillance](#) de [l'armée sri lankaise](#) reste [très importante](#), particulièrement dans le nord tamoul du pays. Les personnes d'origine tamoule, qui ont été renvoyées depuis l'étranger, sont souvent [surveillées](#). [Dans la région du Vanni se trouve un vaste réseau d'indics tamouls](#), qui surveillent les personnes rapatriées. Selon des sources internes, [les membres des services secrets de l'armée recherchent activement dans le nord du Sri Lanka les personnes d'origine tamoule qui ont été renvoyées depuis l'étranger](#).

Du point de vue de l'OSAR, le changement de pratique du SEM est prématuré. Les personnes rapatriées continuent d'être menacées. Pour éviter des [conséquences dramatiques](#) pour les personnes concernées d'une décision erronée, il faut que chaque cas particulier soit soigneusement examiné à la lumière des informations correctes et actuelles du pays d'origine et en tenant compte de la région de provenance (Nord, particulièrement la région du Vanni et Est).